



Réseau de compétences en ingénierie du développement territorial durable et de la gestion de l'information spatialisée (RIDGIS)

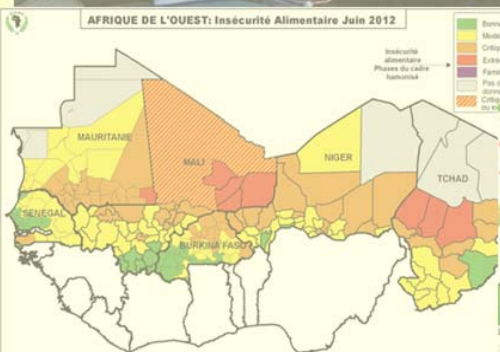


**BASE DE DONNEES
Et
CARTOGRAPHIE
Pour
DEVELOPPEMENT RURAL**
Conception, Réalisation et Utilisation
Ouagadougou
Du lundi 10 au samedi 22 juin 2013
ISESTEL (Route de Niamey)



Rapport d'activités

(Décembre 2010 à Décembre 2012)



Juillet 2013



Table des matières

Table des matières

1 - Introduction : la nécessité d'un nouveau partenariat.....	4
2 - Constitution du réseau et reconnaissance officielle	5
3 - Animation scientifique	7
4 - Activités	8
4.1 - Implication du réseau dans la réponse à des appels à projets	8
4.2 - Formation et renforcement des compétences	9
4.2.3 – L'appui aux jeunes diplômés	11
4.4 – La mobilisation d'expertise :.....	11
5 - Perspectives et conclusion.....	13
6 - Annexes.....	13
- Annexe 1 : Compte-rendu de l'Assemblée Générale Constitutive du 2 décembre 2012	
- Annexe 2 : Statut Général du RIDGIS	
- Annexe 3 : Règlement intérieur du RIDGIS	
- Annexe 4 : Plaquette de la formation « Bases de données et cartographie pour le développement rural »	
- Annexe 5 : Liste des personnes formées dans les modules RIDGIS	

Avant-propos

Ce rapport d'activités est destiné principalement aux institutions ci-dessous qui ont soutenu le réseau de compétences et ont encouragé leurs chercheurs à s'y impliquer sans empiéter sur leurs activités de recherche :

- ***IER (Institut d'Economie Rurale) au Mali***
- ***IRAG (Institut de Recherche agronomiques de Guinée) en Guinée***
- ***CNAR (Centre National d'Appui à la Recherche) au Tchad***
- ***CILSS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel)***
- ***CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) en France***

Concernant la période de décembre 2010 à décembre 2012, les membres actifs du Réseau de compétences RIDGIS sont les suivants :

CAMARA Aboubacar de l'IRAG
LIBAR Joseph du CNAR
MAKAK Jean Sylvestre au Gabon
MORANT Philippe du CIRAD
OUEDRAOGO Jean Claude du CILSS
PASSOUANT Michel du CIRAD
SAÏDI Slim, privé en France, chercheur associé au CIRAD
SANHAMA Robert du CILSS
SANOU Patrice, privé au Burkina
SOUMARE Mamy de l'IER
TONNEAU Jean Philippe du CIRAD
TOURE Ibra du CIRAD

1 - Introduction : la nécessité d'un nouveau partenariat

A l'initiative de plusieurs partenaires de la région Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le Cirad, il a été proposé que ce réseau soit un lieu de débats, d'échanges d'expériences, de réflexions et de formations sur les systèmes d'information et la spatialisation des données au service du développement territorial dans les zones rurales.

Il fait suite à une réflexion conduite avec les chercheurs de l'UMR TETIS du CIRAD, impliquée dans des programmes avec le sud, qui rencontre des difficultés liées à des situations de ruptures avec, par ordre d'importance décroissante :

1. les **fin de thèse** avec : i) l'interruption de la relation privilégiée construite pendant 3 ans avec le thésard, ii) l'arrêt de travaux sur le sujet de la thèse, iii) le retour du thésard vers des contextes scientifiques moins favorables, iv) des conditions financières plus difficiles ;
2. dans un contexte de restrictions budgétaires et de recentrage sur les dispositifs prioritaires, la fin de certains partenariats se traduit par une **rupture géographique avec la base montpelliéraine** constitue un frein ou un obstacle aux recherches, en particulier pour explorer et comparer une grande diversité de contextes géographiques ;
3. la **diffusion des méthodes auprès des professionnels** par des actions de formation est **pénalisée** par la faiblesse des ressources humaines et par l'absence d'accompagnement des personnels formés.

Le réseau de compétences a pour vocation de répondre à ces difficultés en favorisant des liens formels et informels pour développer une communauté d'intérêts autour de l'information pour le développement durable. Cette communauté est basée sur des ressources humaines diverses du Nord et des Suds qui développent du "capital social et institutionnel", grâce à :

- "une offre" en formation, commune aux pays de la sous-région ;
- et une capacité à aborder et construire collectivement des réponses scientifiques ou méthodologiques à des questions de développement.

Le réseau de compétences associe différents acteurs - sans contraintes de statuts (thésards ou stagiaires débutant leur vie professionnelle, bureaux d'études ou experts indépendants, personnels de SNRA ou d'universités...) – qui agissent dans le domaine de l'Ingénierie du développement territorial durable et la gestion de l'information spatialisée pour :

- Construire et cultiver connaissances scientifiques et savoir-faire à partir d'une animation scientifique : plateforme collaborative, séminaire de travail, etc ;
- Partager une offre de formation en partenariat ;
- Développer des capacités à monter et mener des projets ;
- Construire une réponse commerciale aux demandes de clients potentiels.

C'est un projet associatif qui mobilise des individus spécialisés dans ces domaines et qui souhaitent mettre en commun leur expérience et leurs compétences. Le réseau encadre des jeunes professionnels par de la formation professionnelle et par un accompagnement technique et scientifique tout le long de leur carrière (recyclage, mise à niveau, séminaires de réflexion, ...). Il facilite leur insertion professionnelle dans le cadre de la création de micro-entreprises.

A terme, ce réseau permet le renforcement de l'expertise au sud dans les approches territoriales au niveau des bases de données (structuration, stockage, diffusion) et dans le traitement de l'information.

Le réseau suscite aussi une dynamique vers l'information et la vulgarisation des applications des SIG et de la télédétection aux différents secteurs du développement des pays du sud (environnement, décentralisation, mines, santé, urbanisme, infrastructures...) ; cela peut se concrétiser par des colloques, des expositions ou des tables rondes.

Enfin, le développement des relations de type public/privé facilite l'insertion économique des jeunes cadres bénéficiant du réseau.

Le CIRAD apporte un soutien technique et scientifique, participe au montage et à l'animation du réseau et garantit un label de qualité sur les produits du réseau en organisant des séminaires de réflexions et un accompagnement scientifique des activités de recherche et de formation. Un des principaux intérêts pour les partenaires du sud (en structures organisée ou individuellement) est certainement le partenariat privilégié avec une structure de recherche (UMR TETIS) qui lui apporte les appuis scientifiques (innovations technologiques) pour leurs actions d'expertise et de formation et la possibilité de s'associer au CIRAD pour les appels à projets de recherche et les appels d'offres de consultance.

Le RIDGIS, réseau de compétences en ingénierie du développement territorial durable et de la gestion de l'information spatialisée, constitue un nouveau modèle de partenariat, de type associatif individuel, mais en relation avec les institutions de tutelle.

2 - Constitution du réseau et reconnaissance officielle

Le projet de réseau de compétences a été soumis à plusieurs responsables d'institutions de la région ouest-africaine et du CIRAD ; le lancement du réseau a été effectif le 3 décembre 2010 lors d'une réunion des membres fondateurs à Bamako. Dans un premier temps, même en l'absence de statut officiel et d'organe de gouvernance, les membres fondateurs ont proposé un programme d'activités comprenant de l'animation scientifique, de la formation et d'implication dans plusieurs projets en cours de préparation.

Le réseau a pu fonctionner de façon informelle durant les deux premières années et tenir 4 réunions en saisissant les opportunités de regroupement (3 et 4 Décembre 2011 à Bamako, 23 Septembre et 7 octobre 2011 à Montpellier et 3 décembre 2012 à Ouagadougou). Grâce à l'appui et à la collaboration des institutions de tutelle (CIRAD, IER, IRAG, CNAR) pour réglementer les procédures et à l'engagement de tous les membres (privés et salariés), les activités ont été réalisées au Mali, au Burkina et en France. Dans plusieurs pays (Tchad, Guinée, Mali), grâce au dynamisme des membres, des plates-formes locales du réseau ont pu être amorcées et mobilisées autour de projets et d'activités de formation.

La nécessité d'un statut officiel s'est progressivement imposée pour développer les activités et bénéficier d'une meilleure reconnaissance. Le choix a été fait pour un statut d'association de droit burkinabé et une assemblée générale constitutive a eu lieu le 3 décembre 2012 à Ouagadougou.

Les statuts et le règlement intérieur ont été rédigés et déposés auprès du Ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité. En date du 12 mars 2013, suivant le récépissé n°2013/000195/MATS/SG/DGLPAP/DAOSOC le RIDGIS a été reconnu comme association internationale scientifique et technique de droit burkinabé. Le bureau exécutif (BE) élu est composé des personnes ci-dessous :

- Président : Mamy SOUMARE (+22366794045)
- 1 Vice-président chargé de la formation : Aboubacar CAMARA (+22468010454)
- 1 Vice-président chargé de l'expertise : Jean Sylvestre MAKAK (+24107491178)
- 1 Secrétaire Général : Robert SANHAMA (+22670260404)
- 1 Secrétaire adjoint à l'organisation : Joseph LIBAR (+23522522515)
- 1 Délégué aux Ressources : Philippe MORANT (+33670343506)

Le BE est l'organe de gouvernance et assure le suivi financier des activités. Un compte bancaire a été ouvert à la BOA de Ouagadougou. Pour l'instant les recettes perçues proviennent des adhésions, des cotisations et des marges obtenues sur les prestations. En date du 31 juillet 2013, le solde du compte était créditeur de 2.427 315 FCFA.

Depuis sa création officielle, le RIDGIS admet de nouveaux adhérents suivant les articles 2 et 3 du règlement intérieur :

- la demande d'adhésion accompagnée d'un curriculum vitae. à l'Association est soumise au Bureau Exécutif (BE) qui peut accepter ou refuser la candidature ;
- pour adhérer à l'Association, il faut :
 - jouir de ses droits civiques et remplir les conditions suivantes :
 - être intéressé par le développement territorial durable et la gestion de l'information spatialisée,
 - accepter ses statuts et son règlement intérieur,
 - payer les droits d'adhésion fixée à 15.000 FCFA et les cotisations annuelles dont le montant sera fixé par le Bureau Exécutif.

Les étudiants bénéficient d'une adhésion à demi-tarif. Pour les cotisations annuelles, elles feront l'objet d'un appel à contribution en début d'année. Les membres du RIDGIS, bénéficieront de tarifs réduits sur les prestations du réseau, particulièrement sur les formations professionnalisantes.

3 - Animation scientifique

Un des objectifs du Réseau de compétences est de maintenir une veille scientifique pour ses membres et de les impliquer dans des événements scientifiques à l'échelle régionale et internationale.

A cet effet, une école-chercheur sur le thème : «Conception d'un observatoire territorial» a été organisée par l'UMR TETIS avec l'appui financier du CIRAD en septembre 2011 à Montpellier.

Les participants ont pu échanger sur la méthode de conception participative des observatoires (Méthode Co-obs) et l'appliquer sur le cas concret de l'Observatoire des Agricultures du Monde (OAM). D'autres initiatives d'observatoires ont fait l'objet de présentation et d'échanges (SIG Pyrénées, Observatoire ODR, ...). Organisée sur deux semaines, la rencontre a traité :

- du modèle de l'action (Développement et projet de territoire, l'observatoire au service de l'action, les 3 modèles : dynamiques territoriale, modèle d'action, modèle d'observation ou d'information),
- du modèle de l'observation (Notion d'infrastructure de données, types d'observatoire, méthodes et modèles, méthode de conception, observatoire et système d'information, l'enjeu comme point d'entrée, les types de données et méta données, les formalismes).

Les membres du RIDGIS ont été impliqués dans le montage du dispositif de Recherche et d'Enseignement en Partenariat (DP) en Afrique de l'ouest (SISTO système d'information spatialisée, territoires, observatoires en Afrique de l'ouest). L'atelier de lancement en juin 2012 a permis d'identifier les axes de travail et prioriser l'analyse de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'ouest.

L'adossement du réseau de compétences RIDGIS au DP SISTO est une des originalités de la construction d'un Dispositif en partenariat. Cette organisation est fondée sur un partage des métiers entre la production scientifique (SISTO), et l'expertise (RIDGIS). SISTO réunit des institutions, la plupart scientifiques, autour d'un projet scientifique (informations pour la sécurité alimentaire) et orienté vers la production de connaissances scientifiques et de formations académiques. RIDGIS rassemble des individus, partageant des compétences opérationnelles en gestion de l'information spatiale et géographique au service du développement durable. RIDGIS a des activités d'expertise et de formation professionnelles.

4 - Activités

4.1 - Implication du réseau dans la réponse à des appels à projets

Chaque membre du réseau est engagé au travers de son institution ou de son entreprise pour mobiliser des financements et des projets. Certaines d'entre elles ont impliqué le réseau dans son entité associative, comme chef de file du projet ou comme partenaire associé, mobilisant ainsi plusieurs de ses membres dans les activités. Nous présentons ci-dessous les résumés des principales propositions soumises :

EONA Eath Observation empowered Food security Networks in Africa (soumise au FP7 ; non retenue)

The EONA consortium includes partners with a broad diversity of practical and academic experience relevant to the issue of developing increased EO capacity for better agriculture and forestry management. The consortium includes 8 partners but it is strongly linked to an 'associative' Network of EO African Experts*

Incubateurs pour services d'information agricoles (appui aux producteurs de la FEPA-B (soumise à Prospective Agribusiness Innovation Incubator Consortia (AIIC) launched by the project UNIBRAIN (Universities, Business and Research in Agricultural Innovation funded by DANIDA ; non retenue)

Incubator development for private micro-companies specialized in information services and involved in the transfer of useful messages for the agricultural production in Burkina Faso. To increase the agricultural production in Burkina Faso, we propose to make available technical and commercial informations to the producers and their organization. The incubator has to promote and to coach companies managed by young engineers or graduates from universities in Burkina.

Formation des points focaux du SIAR-C (soumise à l'UEMOA sur des fonds FSP ; retenue)

Le Réseau de compétences en ingénierie du développement territorial durable et de la gestion de l'information spatialisée en Afrique de l'Ouest (RIDGIS) a organisé les modules de formation pour répondre à ces attentes et permettre au personnel des points focaux de maîtriser les outils pour une bonne opérationnalisation du SIAR-C (Système d'information agricole régional sur le coton). Trois axes principaux ont structuré la formation :

- L'information joue un rôle majeur dans toutes les activités liées au développement agricole et rural ;*
- Un système d'information a pour mission de mettre à disposition des acteurs des informations utiles, utilisables et utilisées aux échelles temporelles et spatiales adéquates.*
- Le système est au service d'une communauté d'acteurs (la filière coton) concernée ou impliquée autour d'un enjeu de territoire (les bassins cotonniers de l'espace UEMOA).*

Réseau GDT-Afrique

(Soumise à l'appel de l'AIRD PARRAF ; non retenue)

Le Réseau Géomatique et Développement Territorial en Afrique (GDT-Afrique) est un regroupement de chercheurs et d'enseignants ayant décidé de partager leur expérience et leurs moyens pour promouvoir la production, la diffusion et l'utilisation de l'information géographique (IG) en Afrique. Il est né de la volonté d'instituts de recherche, d'universités et de bureaux d'étude d'Afrique et d'Europe, qui depuis 5 ans, travaillent ensemble pour l'amélioration de la qualité de l'IG et son utilisation à travers différents cadre : SISTO, RIDGIS, Cycles de formation et école chercheurs. Ces équipes sont composées de : chercheurs confirmés, jeunes docteurs, thésards ou stagiaires débutant leur vie professionnelle.

4.2 - Formation et renforcement des compétences

Le réseau est structuré autour d'une offre de formation modulaire. Ces « modules » de formation sont dispensés à la demande par les membres du réseau, en fonction de leurs compétences et disponibilités.

Une soixantaine de cadres et de jeunes diplômés de l'Afrique de l'ouest a pu bénéficier des soutiens du réseau en matière de renforcement des compétences grâce à la mobilisation de bourses et de financements pour participer à des formations. En mobilisant ses membres, le RIDGIS a organisé lui-même 3 sessions de formation « BD/SIG pour le développement rural » et une session « Outils d'aide à la décision ». Plusieurs membres du RIDGIS ont des charges d'enseignement dans les universités et écoles, contribuant ainsi à l'émergence de nouvelles compétences.

4.2.1 – Les formations diplômantes

Les membres du RIDGIS sont impliqués dans des activités d'enseignement dans plusieurs cycles supérieurs :

- Master Géomatique à l'ISESTEL (Institut Supérieur d'Etudes Spatiales et des Télécommunications) à Ouagadougou ; modules gestion des ressources naturelles et évaluation de projets
- Master 2 AAA-PARC et EPSED, Module-Pastoralisme : Sociétés et Territoires ; Pastoralisme et territoires : approche et outils de gestion : Retour d'expériences sur le développement d'outils de représentation des dynamiques pastorales (visio-conférence) ;
- Master AGRINOVIA, Université de Ouagadougou : La modélisation d'accompagnement : Une démarche de recherche participative en appui à la gestion des ressources naturelles et des territoires ;
- Master 1 de l'Université de N'Ndjamena intitulé « Hydro-SIG » ;

- Master 2 « Espace, Temps et Société » de l'Université de Sonfonia, Conakry, sur les techniques de représentation spatiale : cartographie, télédétection, photo-interprétation

Dans le cadre des appuis du Réseau, des cadres ont pu bénéficier de soutien scientifique et de moyens financiers pour obtenir leur diplôme :

- thèse en géographie de Patrice Sanou à l'Université de Ouagadougou sur « Les impacts écologiques des programmes de gestion des ressources sur les terres dans la Province du Bam, région nord du Burkina », (financement CIRAD) ;
- Certificat d'études avancées en géomatique à AgroParisTech pour Jean Claude Ouedraogo du CILSS (financement Coopération française).

4.2.2 – Les formations professionnalisantes

Lors des multiples missions qu'elles conduisent en Afrique de l'Ouest, les institutions impliquées dans ces partenariats ont identifié d'énormes besoins en matière de collecte, d'organisation, de gestion et d'analyse de l'information pour constituer des outils d'aide à la décision dans le domaine du développement rural. Ces besoins sont peu pris en compte par les organismes de formation existants, hormis les fournisseurs de logiciels qui proposent des formations à la carte pour l'utilisation de leurs produits informatiques (ARC GIS notamment).

La formation « Bases de données et cartographie pour le développement rural » donne les bases conceptuelles, techniques et opérationnelles pour définir, réaliser et utiliser des SI et en se plaçant successivement :

- A un niveau **conceptuel** pour identifier les acteurs, leurs besoins, les objets à observer, les variables à mesurer.
- A un niveau **technique** pour définir le protocole d'enquête, structurer en conséquence le système d'information et les rendus statistiques, graphiques et cartographiques.
- A un niveau **opérationnel** pour réaliser et utiliser l'application informatique adéquate à partir des logiciels Access pour la gestion des données et Qgis pour la dimension SIG.

Depuis plus de quinze ans, le CIRAD organisait régulièrement cette formation chaque année à Montpellier. Elle réunissait une quinzaine de chercheurs, fonctionnaires et agents de développement pour débattre et conforter leurs connaissances. Cependant, ce mode de formation ne peut plus satisfaire la demande importante identifiée dans la région ouest-africaine. L'expérience du CIRAD en matière de formation dans le domaine a ainsi été adaptée au contexte du développement rural dans l'Afrique de l'ouest.

Elle s'adresse aux ingénieurs, cadres ou chercheurs exerçant dans une organisation professionnelle, une collectivité territoriale, des administrations d'Etat, un projet de développement, une organisation professionnelle ou un institut de recherche, chargés de la conception du système d'information, du suivi et de sa mise en œuvre et de l'interprétation des résultats ; elle intéresse aussi à des étudiants en Master ou

doctorat préparant un travail universitaire nécessitant un travail de conception, de réalisation et d'analyses de données localisées.

Trois premières sessions de la formation ont été réalisées en Afrique de l'ouest en mobilisant les ressources du Réseau de compétences :

- à Bamako en décembre 2010 à l'hôtel Rabelais avec 17 participants,
- à Bamako en mars 2012 à l'hôtel Rabelais avec 14 participants,
- à Ouagadougou en novembre 2012 à l'ISESTEL avec 20 participants.

Une session de formation « Outils d'aide à la décision » a été organisée en décembre à Ouagadougou (20 participants) pour les acteurs du système d'information régional sur le coton à la demande de l'UEMOA.

4.2.3 – L'appui aux jeunes diplômés

Pour l'instant l'appui aux jeunes diplômés a surtout concerné la mobilisation de bourses pour participer aux formations professionnalisantes organisées par le RIDGIS.

A cet effet, nous avons pu introduire et appuyer des dossiers de demande de financement individuel (bourses, prises en charge, frais de formation) auprès de :

- La Coopération française et l'AFD,
- Le World Resource Institute,
- Les projets de développement et ONG ayant envoyé leurs cadres.

Dans le cadre des actions incitatives du CIRAD, deux jeunes cadres ont pu bénéficier de séjours scientifiques en France :

- pour l'amélioration du modèle de rendement SARRA-H (A. Agali d'AGRHYMET)
- et pour la conception d'observatoires et l'apprentissage d'outils de modélisation (M. Soumaré de l'IER/Université Bamako) ;

-

Suite à l'appel à projets du DP SISTO, une activité de recherche a été financée pour réaliser dans la commune de Koumbia au Burkina Faso une base de données parcellaire à partir d'images satellitales. Dans cette opération 4 jeunes diplômés (burkinabés et maliens) ont participé aux travaux de terrain et d'interprétation. Ces mêmes étudiants ont pu participer gratuitement à la formation en analyse spatiale à la session de Ouagadougou en décembre 2012.

4.4 – La mobilisation d'expertise :

L'expertise des membres du RIDGIS est multiple et variée. Les compétences ont été mobilisées principalement sur la conception de bases de données, de systèmes d'information et d'observatoires :

- Observatoire du foncier au Burkina ;
- Système d'information agricole régional sur le coton ;
- Observatoire Régional d'Analyse Spatiale du Territoire Communautaire ;

- Conception et gestion de la base de données sur les exploitations agricoles de la Guinée Maritime ;
- Conception de la base de données sur gestion des périmètres aménagés pour le compte de l'ONG Univers.

Au niveau des plates-formes locales, nous pouvons signaler quelques activités d'expertise :

➤ **Guinée**

En Guinée, une formation des cadres du Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM) du Ministère des Mines en Cartographie et SIG a été organisée en partenariat avec l'IRAG pour une meilleure gestion des permis miniers.

➤ **Tchad**

Au Tchad, le Réseau de compétences a participé à la consultation «Réalisation d'un inventaire pour identifier et collecter les données et les informations existantes au Tchad» dans le cadre du projet « Amélioration de la résilience des populations sahéliennes aux mutations environnementales » lancé par l'Observatoire du Sahara et du Sahel.

Il a aussi soumis une proposition (qui a été retenue) intitulée « Etude de la dynamique spatiale des forêts du Logone oriental au Tchad (DYFLOR) » en réponse à l'appel lancé par GEOFORAFRI. La proposition est retenue

➤ **Mali**

Les membres du RIDGIS au Mali (principalement de l'Université de Bamako et de l'IER) sont actifs dans la formation des jeunes diplômés et dans la recherche d'appuis financiers (bourses, notamment IFS, Coopération française) pour les faire participer à des sessions professionnalisantes et à des activités de projets (projet SISTO notamment).

Ils participent aussi à la mise place de du Système d'Information sur la ville de Bamako et environs à la demande du gouvernement du district de Bamako. 2

Une proposition a été soumise à la Fondation Orange, pour mettre en place un système d'information agricole en appui aux paysans (utilisation du téléphone portable pour la transmission des messages de conseil agricole).

5 - Perspectives et conclusion

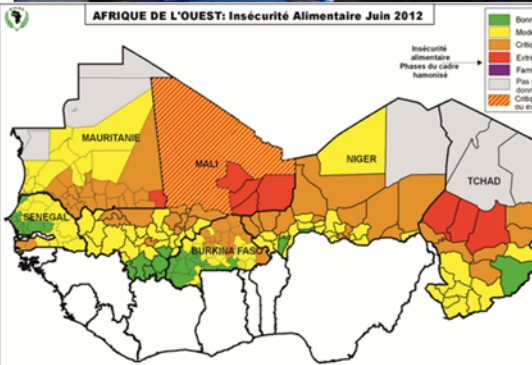
Le soutien des institutions de tutelle et des partenaires financiers ont permis de lancer les premières initiatives et de profiter d'opportunités.

Pour l'instant, le financement des activités et du fonctionnement est assuré par les cotisations et les marges financières obtenues à partir des activités conduites. Les institutions de tutelle participent aussi au fonctionnement du réseau en mettant ses chercheurs et experts à disposition du réseau ((temps exprimé en ETP) et contribuent financièrement à certaines activités comme par exemple par des actions incitatives.

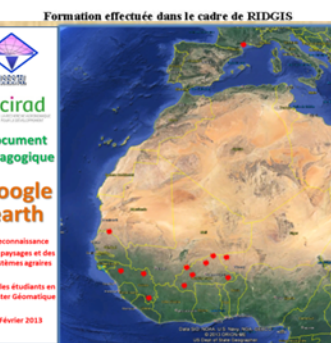
La principale préoccupation du RIDGIS est d'assurer sa pérennité et de développer ses activités en se positionnant par rapport aux demandes exprimées sur la région.

6 - Annexes

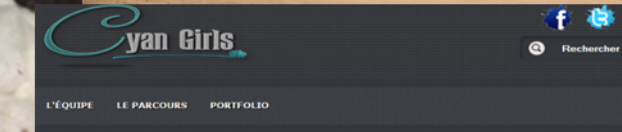
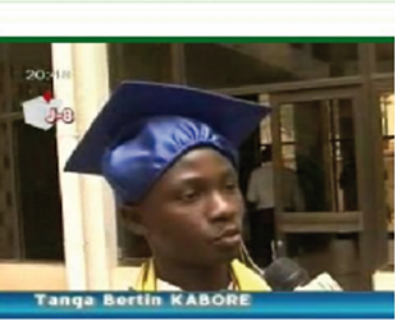
- Annexe 1 : Compte-rendu de l'Assemblée Générale Constitutive du 2 décembre 2012
- Annexe 2 : Statut Général du RIDGIS
- Annexe 3 : Règlement intérieur du RIDGIS
- Annexe 4 : Plaquette de la formation « Bases de données et cartographie pour le développement rural »
- Annexe 5 : Liste des personnes formées dans les modules RIDGIS



Cycle de formation Base de données Cartographie BASE DE DONNEES Et CARTOGRAPHIE Pour DEVELOPPEMENT RURAL Conception, Réalisation et Utilisation Ouagadougou **Du lundi 10 au samedi 22 juin 2012** ISESTEL (Route de Niamey)



Emission: JT de 20h du 24 Novembre 2012 | publiée le 20



**Atelier méthodologique
système d'information régional
sur le coton à Bobo-Dioulasso
du 18 au 21 septembre 2012**



**Plaquette
d'annonce de la
formation BD/SIG**

Pour
DEVELOPPEMENT RURAL
Conception, Réalisation et Utilisation
Ouagadougou
Du lundi 10 au samedi 22 juin 2013
ISESTEL (Route de Niamey)
Formation effectuée dans le cadre de RIDGIS

**Site web de la Fédération des
producteurs agricoles du
Burkina, partenaire du projet
UNIBRAIN**



**Formation BD/SIG à
l'ISESTEL à Ouagadougou
novembre 2012**



**Attestation de formation
professionnalisante au RIDGIS**



**Visite des champs de coton
avec l'UEMOA novembre
2012**



**Document pédagogique
sur l'utilisation de
Googleearth réalisé par
les étudiants de master
à ISESTEL**



**Ecole-chercheur, formation
BD/SIG en septembre 2011**



**Utilisation des tablettes
numériques pour le suivi
d'exploitation au Sénégal
novembre 2012**



**Sortie terrain dans la
province du Bam (Burkina) de
la formation BD/SIG
novembre 2012**



**Suivi du cadre harmonisé de
la vulnérabilité des
populations de l'Afrique de
l'ouest par le CILSS juin
2012**



**Remise officielle des
diplômes aux
étudiants d'ISESTEL
à Ouagadougou en
novembre 2012**



**Start-up CYAN-GIRLS au
Sénégal en février 2011**



**Ecole-chercheur : visite de
projets pluriactivités dans le
Parc Régional du haut
Languedoc septembre 2011**



**Formation BD/SIG à Bamako
décembre 2010**



Compte-rendu de de l'Assemblée Générale Constitutive

du RIDGIS

(Réseau de Compétences en Ingénierie du Développement Territorial Durable et de la Gestion de l'Information Spatialisée)

Tenue le 2 décembre 2012 à Ouagadougou

Présents ; Mamy Soumaré, Jean Philippe Tonneau, Ibra Touré, Patrice Sanou, Robert Sanhama, Patricio Mendez del Vilar, Aboubacar Camara, Philippe Morant, Michel Passouant

Excusés (contribution par mail) : Jean Sylvestre Makak, Joseph Libar, Slim Saïdi

Point de l'ordre du jour :

- 1. Finalisation des statuts et du règlement intérieur
- 2. Election du bureau
- 3. Bilan des activités

1. Finalisation des statuts du RIDGIS

Lecture, correction et amendement des projets de statut et de règlement intérieur pour préparer une version qui sera déposée officiellement au Ministère de l'Administration Territoriale

Le montant de l'adhésion a été fixé à 15.000 FCFA (incluant une année de cotisation) avec un demi-tarif pour les étudiants

Approbation des statuts et du règlement intérieur par l'AG

2. Election du Bureau Exécutif provisoire :

- Président : Mamy SOUMARE (+22366794045)
- 1 Vice-président chargé de la formation : Aboubacar CAMARA (+22468010454)
- 1 Vice-président chargé de l'expertise : Jean Sylvestre MAKAK (+24107491178)
- 1 Secrétaire Général : Robert SANHAMA (+22670260404)
- 1 Secrétaire adjoint à l'organisation : Joseph LIBAR (+23522522515)
- 1 Délégué aux Ressources : Philippe MORANT (+22678036055)

3. Bilan des activités

3.1 En matière de formation

Formation BD/SIG marchent bien (2 réalisées à Bamako une à Ouagadougou) ;
 Formation OAD (Outils d'aide à la décision) : première tentative du 3 au 7 décembre pour les points focaux du Système d'Information Agricole Régional sur le Coton de l'UEMOA ;
 Mieux diffuser l'offre de formation (plaquette) et s'inscrire sur les bases de données internationales ;
 S'appuyer sur TETIS (missions d'appui) pour monter des formations en e-cognition, développement territorial, télédétection, e-atlas, webmapping, SIG pour les élus, SIP système d'information participatif ;
 Approcher les miniers et faire une offre (PROMIN au Burkina)

3.2 En matière d'animation scientifique

Mise en perspective d'une réunion scientifique sur les observatoires de 60/70 personnes (Ouagadougou, St Louis ou Dakar)
 Préparer une concept note (JPT et Mamy)
 Conduire une réflexion sur l'observation et sur les formations qu'on réalise

3.4 En matière de projets de recherche

Déclaration d'intention sur le FP7 avec CIRAD, VITO, Un Liège et CESBIO (terrain Sénégal et Madagascar)
 Appel à projets ACP-UE
 Rédiger des working paper » sur différents thèmes en liaison avec le réseau
 Accompagner les réflexions de TETIS sur le couplage des données, sur comment les producteurs influent les politiques publiques, information spatiale en Afrique, ...

Relevé de décisions de cette AG constitutive et personnes en charge

- Déposer officiellement les statuts auprès du Ministère de l'Administration Territoriale à Ouagadougou (Sanou Patrice)
- Fixation du prix de l'adhésion (comprenant la première année de cotisation) à 15.000 FCFA
- Finaliser l'offre de formation et la publier (Aboubacar Camara)
- Impliquer le RIDGIS dans la réflexion sur le plan quadriennal de l'URM TETIS
- Développer (Jean Philippe Tonneau)
- Communication : élaborer une plaquette et inscrire le RIDGIS dans les bases de données internationales

- Mise en perspective de la réunion scientifique 2013 (JP Tonneau et Mamy Soumaré)
- Préparer des « working paper » (tous les membres fondateurs)

Le Président de séance
Dr Philippe MORANT



Le Secrétaire de séance
Robert SANHAMA



Liste de présence à l'assemblée générale constitutive du RIDGIS
le 2 décembre 2012 à Ouagadougou

Mamy Soumaré	
Jean Philippe Tonneau	
Ibra Touré	
Patrice Sanou	
Robert Sanhama	
Patricio Mendez del Vilar	
Aboubacar Camara	
Philippe Morant	
Michel Passouant	

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA SECURITE
(MATS)

BURKINA FASO

Unité, Progrès, Justice

Réseau de Compétences en Ingénierie du
Développement Territorial Durable et de la Gestion
de l'Information Spatialisée
(RIDGIS)
05 BP 6154 Ouagadougou 05
Tél. 50 45 88 80 e-mail: siget@fasonet.bf



PREAMBULE

- **L'observatoire comme objet central**
- **L'observation des dynamiques territoriales** et de gestion des ressources (eaux, forêts, sols..) est une demande de plus en plus prégnante pour comprendre et piloter le développement durable : information pour l'aide à la décision ; indicateurs pour mesurer les impacts. Les **observatoires** veulent apporter une réponse à cette demande.
- La mise en œuvre du Développement territorial durable nécessite des compétences, des « capacités pour agir » diverses :
 - Capacités d'analyses des "environnements" de situations complexes :
 - Capacité "d'animation" et maîtrise des démarches participatives.
 - Capacité de gestion des systèmes d'informations et d'observatoires : conception, gestion et utilisation de l'information pertinente à l'action.
- Le réseau de compétences associe différents acteurs - sans contraintes de statuts (thésards ou stagiaires débutant leur vie professionnelle, bureaux d'études ou experts indépendants, personnels de SNRA ou d'universités...) – qui agissent dans le domaine de l'Ingénierie du développement territorial durable et la gestion de l'information spatialisée pour :
 - Construire et cultiver connaissances scientifiques et savoir-faire à partir d'une animation scientifique : plateforme collaborative, séminaire de travail...
 - Partager une offre de formation en partenariat
 - Développer des capacités à monter et mener des projets
 - Construire une réponse commerciale aux demandes de clients potentiels.
- C'est un projet associatif qui mobilise des individus spécialisés dans ces domaines et qui souhaitent mettre en commun leur expérience et leurs compétences. Il assure aussi le transfert vers les jeunes compétences pour accompagner et faciliter leur insertion professionnelle dans le cadre de la création de micro-entreprises.
- A terme, ce réseau permettra le renforcement de l'expertise au sud dans les approches territoriales au niveau des bases de données (structuration, stockage, diffusion) et dans le traitement de l'information.
- Le réseau peut aussi susciter une dynamique vers l'information et la vulgarisation des applications des SIG et de la télédétection aux différents secteurs du développement des pays du sud (environnement, décentralisation, mines, santé, urbanisme, infrastructures ...) ; cela peut se concrétiser par des colloques, des expositions ou des tables rondes.
- Enfin, le développement des relations de type public/privé facilitera l'insertion économique des jeunes cadres bénéficiant du réseau.
- **Les membres du RIDGIS, réunis en Assemblée Générale Constitutive le 2 décembre 2012 à Ouagadougou, Burkina Faso, décident de la création de l'association avec ses statuts précisés dans les articles ci-dessous. Un règlement intérieur complètera et précisera les conditions d'application des présents statuts**

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

De la création et de la dénomination

Article 1. Il est créé entre les spécialistes, acteurs et partenaires intervenant dans le domaine du développement territorial durable et de la gestion de l'information spatialisée en Afrique de l'Ouest et du Centre, une Association Internationale scientifique et technique, à but non lucratif, régie par les présents statuts, dénommée «Réseau de compétences en Ingénierie du développement territorial durable et Gestion de l'Information spatialisée (RIDGIS).

Article 2. La durée de l'Association est de 99 ans.

Article 3. Le siège du RIDGIS est à Ouagadougou (Burkina Faso), il est hébergé dans un premier temps à dans les locaux de l'ISESTEL, route de Fada NGourma à Ouagadougou. Il peut être transféré en tout autre lieu de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur décision de l'Assemblée Générale.

Article 4. L'organisation exerce ses activités dans toute région et tout pays où ses membres (associés, ordinaires, etc.) s'organisent dans le respect des lois en vigueur.

De la mission et des objectifs du RIDGIS

Article 5. L'organisation se fixe comme objectif le renforcement de l'expertise au sud dans les approches territoriales au niveau des bases de données (structuration, stockage, diffusion) et dans le traitement de l'information.

Article 6. Pour atteindre ses objectifs, le RIDGIS interviendra dans les activités suivantes :

- formation et renforcement des compétences
- études et recherches spécialisées ;
- organisation des rencontres scientifiques ;
- encadrement et formation des organisations de producteurs ;
- appui aux étudiants et stagiaires pour la création d'entreprises.
- le transfert vers les jeunes compétences pour accompagner et faciliter leur insertion professionnelle dans le cadre de la création de micro-entreprises.

Article 7. Les activités de RIDGIS s'exercent par le biais des structures spécialisées et d'antennes locales au Burkina Faso ou dans d'autres pays où il dispose des membres.

Des membres

Article 8. Est membre de RIDGIS toute personne physique ou morale qui adhère à ses statuts et qui est à jour de ses cotisations et dans le respect des conditions fixées par le présent statut et le règlement intérieur.

Article 9. L'organisation regroupe quatre catégories de membres :

- est **membre fondateur** toute personne physique ou morale ayant participé à l'assemblée générale constitutive.
- est **membre actif** toute personne physique ou morale ayant souscrit et adhéré aux objectifs de l'association et qui s'acquitte de ses droits de membres.
- est **membre observateur** toute organisation ou institution qui souhaite apporter son appui scientifique au RIDGIS et s'inscrit dans la démarche du RIDGIS.
- la qualité de **membre d'honneur** est attribuée par l'instance supérieure à toute personne physique ou morale ayant rendu d'éminents services à l'organisation et /ou qui porte un intérêt reconnu aux objectifs de l'association.

Article 10. La qualité de membre fondateur, ordinaire, observateur ou d'honneur se perd :

- par démission
- par exclusion prononcée par l'instance supérieure pour faute grave
- par décès pour la personne physique, dissolution pour la personne morale.

Article 11. Peut être Président d'honneur toute personne reconnue de mérite pour ses actions au niveau régional dans le domaine du développement territorial et de la gestion de l'information spatialisée.

Article 12. Peuvent être observateurs les institutions sous régionales, régionales et internationales concernées par le secteur du développement territorial et de la gestion de l'information spatialisée mais dont le statut juridique ne permet pas l'appartenance à une association.

TITRE II – ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Des organes du RIDGIS

Article 13. Le RIDGIS est administré par :

- l'assemblée générale du réseau (AG)
- le Comité de Contrôle et de Suivi (CCS)
- le bureau exécutif (BE)

l'Assemblée Générale (AG)

Article 14. L'AG est l'instance supérieure de décision de l'association.

Article 15. L'AG est composée des membres suivants :

- membres fondateurs
- membres actifs
- membres d'honneur

Article 16 : Les membres observateurs sont admis à l'AG sur proposition du BE mais n'ont pas le droit de vote.

Article 17 : L'AG se réunit en session ordinaire une fois tous les deux (2) ans au siège de l'organisation ou en tout autre lieu sur convocation du Président et en cas de besoin, en session extraordinaire selon les modalités définies par le règlement intérieur.

Article 18 : Les délibérations de l'AG porte sur toutes les questions inscrites à son ordre du jour, notamment :

- les orientations du réseau ;
- les modifications des textes fondamentaux ;
- le bilan des activités passées (moral et financier) ;
- les comptes de l'exercice clos ;
- les relations ;
- l'élection du Comité de Contrôle et de Suivi et du Bureau Exécutif ;
- etc.

Article 19 : Les décisions de l'AG sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou dûment représentés et à jour de leurs cotisations. Le vote par correspondance n'est admis que pour les élections.

le Comité de Contrôle et de Suivi (CCS)

Article 20. Le Comité de Contrôle et de Suivi est élu par l'AG du réseau

Article 21 : Le CCS a pour missions :

- le suivi et le contrôle de l'application des décisions prises par l'AG, notamment celles relatives aux grandes orientations ;
- le contrôle des activités du BE ;
- le suivi et le contrôle de la gestion des ressources.

Article 22. Le CCS est composé de deux membres fondateurs ou actifs .Le Comité de Contrôle et de Suivi présente à l'AG un rapport d'évaluation des activités et de la gestion du BE.

Le Bureau Exécutif (BE)

Article 23 : Le BE est l'organe de direction et de gestion quotidienne de l'association. Il élabore et coordonne les activités du réseau.

Article 24 : Le BE assure toutes ses fonctions par :

- la concertation ;
- les notes de service ;
- les directives et décisions ;
- les relations diverses ;
- la mise en place de structures techniques spécialisées dans des domaines spécifiques ;
- l'exécution des activités.

Article 25 : Le BE se compose de sept (6) membres élus pour un mandat de deux (2) ans renouvelable :

- 1 Président
- 1 Vice-président chargé de la formation
- 1 Vice-président chargé de l'expertise
- 1 Secrétaire Général
- 1 Secrétaire Général adjoint à l'organisation

- 1 Délégué aux Ressources

Article 26 : Le BE se réunit une fois par trimestre sur convocation du Président et à chaque fois que cela s'avère nécessaire. Il informe régulièrement le CCS sur ses activités et sa gestion des ressources.

TITRE I I I– RESSOURCES ET GESTION

Article 27 : Les ressources de l'organisation proviennent :

- des droits d'adhésion ;
- des cotisations annuelles;
- des subventions, dons, legs ;
- des conventions et projets avec des partenaires.

Article 35 : Le montant des frais d'adhésion et des cotisations est arrêté par l'AG sur proposition du BE.

Article 36 : La gestion des ressources est assurée par le Président et le Délégué aux Ressources, suivant les conditions spécifiées dans le règlement intérieur.

Article 37 : Le RIDGIS est une organisation sans visée lucrative. Les bénéfices que ses activités peuvent générer doivent être réinvestis dans des actions de développement et de formation et non faire l'objet de répartition quelconque.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 38 : Le RIDGIS peut, sur proposition du BE à l'Assemblée Générale ordinaire du réseau, fusionner avec d'autres organisations nationales ou internationales ayant des objectifs similaires.

Article 39 : La dissolution du RIDGIS est prononcée sur décision des 4/5 des membres actifs de l'association réunis en AG extraordinaire.

Article 40 : En cas de dissolution, l'AG désigne des liquidateurs pour l'ensemble des ressources de l'organisation. L'actif net peut être dévolu à :

- une organisation similaire
- une association de bienfaisance.

Article 41 : La révision des présents statuts est effectuée à la demande du BE ou du 1/3 des membres de l'AG.

Article 42 : Le règlement intérieur précisera les modalités d'application des présents statuts.

Article 43 : Les présents statuts rentrent en vigueur dès leur approbation par l'AG

Approuvé à Ouagadougou le 2 décembre 2012

l'Assemblée Générale Constitutive

Le Président de séance

Philippe MORANT



Le Secrétaire de séance

Robert SANTANA



Vu pour la Certification Matérielle
de la Signature des signataires

Approuvé ci-dessus

Ouagadougou le 10 JAN 2013

Le Commissaire de Police



MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA SECURITE
(MATS)

BURKINA FASO

Unité, Progrès, Justice

Réseau de Compétences en Ingénierie du
Développement Territorial Durable et de la Gestion
de l'Information Spatialisée
(RIDGIS)
05 BP 6154 Ouagadougou 05
Tél. 50 45 88 80 e-mail: siget@fasonet.bf



TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent règlement intérieur complète et précise les statuts de l'Association RIDGIS (**Réseau de Compétences en Ingénierie du Développement Territorial Durable et de la Gestion de l'Information Spatialisée**). Il a pour but de déterminer l'organisation interne et le fonctionnement de l'Association. Son application et son respect sont obligatoires à tous les organes du RIDGIS à toutes personnes physiques ou morales membre

TITRE II : ADHESION ET DEMISSION

Chapitre 1 : DE L'ADHESION

Article 2 : La demande d'adhésion à l'Association est soumise au Bureau Exécutif (BE), accompagnée d'un curriculum vitae.

Article 3 : Pour adhérer à l'Association, il faut :

- jouir de ses droits civiques et remplir les conditions suivantes
- être intéressé par le développement territorial durable et la gestion de l'information spatialisée
- accepter ses statuts et son règlement intérieur
- payer les droits d'adhésion fixée à 15.000 FCFA et les cotisations annuelles dont le montant sera fixé par le Bureau Exécutif

Article 4 : Les anciens Présidents qui se sont distingués par leur dévouement dans la défense des nobles idéaux du RIDGIS peuvent être désignés membres à titre honorifique (membre d'honneur) du RIDGIS par l'AG.

Chapitre 2 : DE LA DEMISSION

Article 5 : La démission de l'Association s'effectue par lettre adressée au Bureau Exécutif qui en prend acte, statue sur la demande à l'occasion d'une de ses sessions et en informe les autres instances de l'association. Le membre démissionnaire ne bénéficie d'aucun dédommagement

TITRE III : DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

Article 6 : Les membres du RIDGIS ont tous les mêmes droits et devoirs.

Article 7 : Les droits des membres du RIDGIS sont :

☐ élire et être éligibles aux instances et organes de l'Association selon les dispositions des statuts.

- ☐ participer et animer la vie de l'Association (débat, activités diverses, fonctionnement etc.).
- ☐ faire des critiques et suggestions visant le renforcement du crédit de l'Association et de son efficacité dans un esprit constructif.

Article 8 : Les devoirs des membres du RIDGIS sont :

- ☐ payer régulièrement leurs cotisations,
- ☐ participer aux activités de l'Association,
- ☐ respecter les principes de l'Association définis par les statuts et le règlement intérieur,
- ☐ défendre à tout moment et en tout lieu les intérêts de l'Association.

TITRE IV : INSTANCES, ORGANISATIONS ET FONCTIONNEMENT

Chapitre 1 : De l'Assemblée Générale

Article 9. L'AG est l'instance supérieure de décision de l'association. Elle veille à la bonne réalisation des objectifs du RIDGIS.

Article 10. L'AG est composée des membres suivants :

- membres fondateurs
- membres actifs
- membres d'honneur

Article 11. Les membres observateurs sont admis à l'AG sur proposition du BE mais n'ont pas le droit de vote.

Article 12. L'AG se réunit en session ordinaire une fois tous les deux (2) ans au siège de l'organisation ou en tout autre lieu sur convocation du Président. Pour toutes les réunions de l'AG, les documents préparatoires sont examinés par le Comité d'Orientations et le Suivi (CCS) et en formule les propositions. Pour l'Assemblée Générale, les lieux, dates et ordre du jour sont communiqués aux membres au moins deux mois à l'avance ;

Article 13. En cas de besoin, il peut être convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) sur initiative du Président du RIDGIS ou des 2/3 des membres à jour de leurs cotisations. Dans ce cas, le lieu, la date et l'ordre du jour et tous les documents sont soumis aux membres au moins un mois à l'avance.

Article 14 : En fonction de l'ordre du jour, l'AG :

- ☐ examine et se prononce sur le rapport moral du Président du RIDGIS
- ☐ entend, examine et apprécie le rapport du Comité de Contrôle et de Suivi (CCS) présentant les orientations techniques et générales qu'il propose sur la vie de l'Association et ses appréciations sur le rapport d'activités du Bureau Exécutif, celui du Délégué aux Ressources ;
- ☐ délibère et donne quitus au Bureau Exécutif pour sa bonne gestion au cours des exercices écoulés ;

- ☐ prend connaissance du contenu des rapports du Comité Scientifique et technique sur les sujets qu'il a traité au cours des exercices écoulés ;
- ☐ élit les membres du Bureau Exécutif, et approuve la désignation des membres du Comité d'Orientation et de Suivi.

Article 15 : Les décisions de l'AG sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou dûment représentés et à jour de leurs cotisations. Le vote par correspondance n'est admis que pour les élections.

Article 16. Seule l'AG peut modifier le Règlement Intérieur dans les conditions définies par les statuts et renouvelle le Bureau Exécutif.

Chapitre 2 : Du Comité de Contrôle et de Suivi (CCS)

Article 17. Le Comité de Contrôle et de Suivi est élu par l'AG du réseau

Article 18 : Le CCS est l'organe de préparation des propositions d'orientation et de supervision du RIDGIS. Il contribue à la bonne réalisation des objectifs et a pour missions :

- le suivi et le contrôle de l'application des décisions prises par l'AG, notamment celles relatives aux grandes orientations ;
- le contrôle des activités du BE ;
- le suivi et le contrôle de la gestion des ressources.

Article 19. Le CCS est composé de deux membres fondateurs ou actifs .Le Comité de Contrôle et de Suivi présente à l'AG un rapport d'évaluation des activités et de la gestion du BE.

Chapitre 3 : Du Bureau Exécutif (BE)

Article 20 : La direction des affaires du RIDGIS est déléguée, par l'Assemblée Générale, au Bureau Exécutif qui est l'organe de direction et de gestion quotidienne de l'association. Le Bureau Exécutif est ainsi investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association et de faire ou autoriser tous actes et opérations permis à cette dernière et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale. Il élabore et coordonne les activités du réseau fonction des décisions de l'Assemblée Générale ;

- la mise en œuvre des activités du RIDGIS
- la préparation des requêtes de financement du RIDGIS et le suivi de leur mobilisation ;
- la détermination et de la surveillance de l'emploi des fonds du RIDGIS ;
- la collecte de toute la documentation utile ;
- la passation de tous les contrats ;

Article 21 : Le BE assure toutes ses fonctions par :

- la concertation ;
- les notes de service ;
- les directives et décisions ;

- les relations diverses ;
- la mise en place de structures techniques spécialisées dans des domaines spécifiques ;
- l'exécution des activités.

Article 22 : Le BE se compose de sept (6) membres élus pour un mandat de deux (2) ans renouvelable. Les membres du Bureau Exécutif sont élus en AG parmi les membres présents et à jour de leurs cotisations.

- 1 Président
- 1 Vice-président chargé de la formation
- 1 Vice-président chargé de l'expertise
- 1 Secrétaire Général
- 1 Secrétaire Général adjoint à l'organisation
- 1 Délégué aux Ressources

Article 23 : Le BE se réunit une fois par trimestre sur convocation du Président et à chaque fois que cela s'avère nécessaire. Il informe régulièrement le CCS sur ses activités et sa gestion des ressources.

Article 24. Le Président du RIDGIS est le porte-parole et le représentant de l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il est l'ordonnateur des fonds du RIDGIS. Il délègue ses pouvoirs aux vice-présidents, au secrétaire ou au délégué aux ressources s'il n'est pas résidant dans le pays abritant le siège du RIDGIS.

TITRE V : ELIGIBILITE ET VOTE

Article 25 : Tous les membres du RIDGIS sont électeurs et éligibles au niveau des différents organes et instances de l'Association sous réserve de paiement des frais d'adhésion, des cotisations et de jouissance des droits civiques. Les membres observateurs ne sont pas éligibles aux organes et instances du RIDGIS.

Article 26 : Les décisions de l'AG sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou dûment représentés et à jour de leurs cotisations. Le vote par correspondance n'est admis que pour les élections

Article 27 : Le RIDGIS peut, sur proposition du BE à l'Assemblée Générale ordinaire du réseau, fusionner avec d'autres organisations nationales ou internationales ayant des objectifs similaires.

Article 28 : La dissolution du RIDGIS est prononcée sur décision des 4/5 des membres actifs de l'association réunis en AG extraordinaire.

Article 29 : En cas de dissolution, l'AG désigne des liquidateurs pour l'ensemble des ressources de l'organisation. L'actif net peut être dévolu à :

- une organisation similaire
- une association de bienfaisance.

Article 30 : Les présents statuts rentrent en vigueur dès leur approbation par l'AG

Approuvé à Ouagadougou le 2 décembre 2012

L'Assemblée Générale Constitutive

Le Président de séance

Philippe MORANT



Le Secrétaire de séance

Robert SARHANA



Vu pour la Certification Matérielle
de la Société sus citée

Apposé - ci - dessus

Ouagadougou le 18 JAN 2013

Le Commissaire de Police



Informations pratiques

La demande d'inscription est à envoyer au plus tard un mois avant le début du cycle de formation. Elle doit être accompagnée d'une confirmation du financement prévu, d'un curriculum vitae du candidat (indiquant son niveau de formation et ses responsabilités professionnelles actuelles) et d'une lettre de motivation. Après examen des documents fournis, une attestation d'inscription sera délivrée au plus tard 15 jours avant le début de la formation.

Tarif normal : 900 000 Fcfa

Ces coûts couvrent l'ensemble des moyens techniques et pédagogiques mis à la disposition (documents, ordinateurs, etc.) et la restauration durant la formation (pause café et déjeuner de midi).

Les organisateurs n'assurent pas le financement des stages. La recherche de financement est donc à faire par le stagiaire ou son employeur, auprès des organismes délivrant des bourses de formation (budget formation de projet, Coopérations bilatérales, FAO, Banque mondiale...).

Inscriptions, voir fiche ci-jointe.

Pour tous renseignements complémentaires :

Patrice SANOU

sanoup@fasonet.bf

ISESTEL

05 BP 6154 Ouagadougou 05 ; Tél. +226 70 23 94 12

Mamy SOUMARE

Soumare_mamy@hotmail.com

Université de Bamako-Institut d'Economie Rurale

LaboSEP CRRA Sotuba BP 262 Tel +223 20 24 23 71

ou

Michel PASSOUANT

Michel.passouant@cirad.fr

CIRAD - UMR TETIS / TA C 91

34 398 Montpellier Cedex 5 - France

Tel : (33 / 0) 4 67 59 38 36 Fax : (33 / 0) 4 67 59 38 27

RIDGIS, réseau de compétences en ingénierie du développement territorial durable et gestion de l'information spatialisée

Initiative de plusieurs partenaires de la région de l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le CIRAD, pour proposer un lieu de débats, d'échanges d'expériences, de réflexions et de formation sur les systèmes d'information et SIG au service du développement rural.

Le CIRAD

Le **Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement**, établissement public placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des Affaires étrangères et européennes du gouvernement français, répond, avec les pays du Sud, aux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement.

L'IER

L'**Institut d'Economie Rurale** est la première institution de recherche au Mali. Il appuie le développement rural par la création d'innovations et le renforcement des capacités, notamment dans les domaines des systèmes de production, de l'agronomie, de la cartographie et de la télédétection. Il a créé l'unité SIG et Télédétection (**SotubaGIS**) depuis une quinzaine d'années.

L'ISESTEL

L'**Institut Supérieur d'Etudes Spatiales et des Télécommunications** est une institution de formation supérieure privée, basée à Ouagadougou, qui organise des cycles de formation en géomatique appliquée sanctionnés par des diplômes allant jusqu'au niveau master.

Cette formation est organisée par le CIRAD depuis 1998 à Montpellier. Il s'agira, en 2013, de la quatrième session montée en Afrique de l'Ouest depuis 2010 en associant les trois partenaires (CIRAD-IER-ISESTEL), dans le cadre de RIDGIS.

Annexe 4 :



Cycle de formation

**Base de données
Cartographie**

BASE DE DONNEES

Et

CARTOGRAPHIE

Pour

DEVELOPPEMENT RURAL

Conception, Réalisation et Utilisation

Ouagadougou

Du lundi 10 au samedi 22 juin 2013

ISESTEL (Route de Niamey)

Formation effectuée dans le cadre de RIDGIS
Réseau de compétences en ingénierie du développement
territorial durable et de la gestion de l'information
spatialisée en Afrique de l'Ouest

BASE DE DONNEES

Et

CARTOGRAPHIE

Pour

LE DEVELOPPEMENT RURAL

Conception, Réalisation et Utilisation

L'information joue un rôle majeur dans toutes les activités liées au développement agricole et rural : pour coordonner un groupe d'acteurs, gérer des organisations, des territoires ou des ressources naturelles, pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques, pour suivre et évaluer des projets, pour comprendre, expliquer et simuler le fonctionnement d'un écosystème ou d'un territoire.

En exploitant toute la puissance de l'informatique pour acquérir, conserver, traiter et mettre en forme l'information, un système d'information a pour mission de mettre à disposition des acteurs des **informations utiles, utilisables et utilisées** aux **échelles** temporelles et spatiales adéquates. Cela passe par une bonne compréhension des besoins des acteurs, l'organisation de la collecte des données par questionnaire, la conception du système d'information avec son architecture de données et traitements, puis sa réalisation avec un développement informatique fiable.

La formation proposée aborde l'ensemble du processus de mise en place d'un **système d'information territorial**, alimenté par des **enquêtes** auprès d'**exploitations agricoles**, de ménages, ou d'autres entités socio-économiques (organisations paysannes, entreprises, etc.), et prenant en compte la dimension **géographique**.

Les enseignants partageront leurs compétences et savoir-faire issus de leurs réflexions scientifiques qu'ils ont confrontées aux réalités concrètes des situations du développement rural, au Nord comme au Sud en France, au Mali, Niger, Sénégal, Burkina et Guinée..

OBJECTIFS

La formation donne les bases conceptuelles, techniques et opérationnelles pour définir, réaliser et utiliser des SI et en se plaçant successivement :

- A un niveau **conceptuel** pour identifier les acteurs, leurs besoins, les objets à observer, les variables à mesurer.
- A un niveau **technique** pour définir le protocole d'enquête, structurer en conséquence la base de données et les produits statistiques, graphiques et cartographiques.
- A un niveau **opérationnel** pour réaliser et utiliser l'application informatique adéquate à partir des logiciels Access pour la gestion des données et Qgis pour la dimension SIG.

PUBLIC

Le stage s'adresse aux ingénieurs, cadres ou chercheurs exerçant dans une organisation professionnelle, une collectivité territoriale, des administrations d'Etat, un projet de développement, une organisation professionnelle ou un institut de recherche, chargés de la conception de système d'information et SIG, du suivi et de sa mise en œuvre et de l'interprétation des résultats.

Il s'adresse aussi à des étudiants en Master ou doctorat préparant un travail universitaire nécessitant un travail de conception, de réalisation et d'analyses de données localisées.

CONDITIONS

Des frais pédagogiques, dont le détail est donné dans la fiche d'inscription, sont demandés à chacun des participants.

La durée du stage est de 2 semaines de 6 jours. Le nombre de participants est compris entre 15 et 20 personnes. L'enseignement est en français. Une bonne maîtrise de l'informatique, dans l'environnement WINDOWS, est absolument nécessaire. Chaque stagiaire doit se munir d'un PC portable fonctionnant sous WINDOWS XP ou 7

DEMARCHE PEDAGOGIQUE

Le stage s'appuie sur une formation par compétence en suivant une démarche de mise en place d'un système d'information, de l'expression des besoins à l'analyse, la réalisation du logiciel et l'exploitation des données :

- Initiation aux concepts d'enquête sur les ménages ruraux, de structuration des systèmes d'informations et de leur réalisation avec un questionnaire de données (Access), du traitement des données par SIG (QGIS)..
- Mise en pratique des enseignements sur un microprojet, fil conducteur du stage : de la conception de l'enquête à l'implémentation de la base de données et du SIG.
- Cas pratique à travers la mise en situation sur un terrain du Burkina avec production de sorties tabulaires et cartographiques des informations collectées.

PROGRAMME

Deux compétences, d'une semaine chacune, s'enchaînent logiquement.

Compétence 1 : Conception d'un Système d'information (SI),

- Problématisation et conceptualisation d'un projet d'enquête avec son SI : les enjeux et les objectifs, les acteurs et leurs rôles, les objets observés.
- Structuration des données : conception de la structure de la base de données, du questionnaire d'enquête
- Réalisation sous Access : notions de tables, de requête, de formulaires et d'états de sortie.

Compétence 2 : Réalisation d'un SIG et analyse spatiale.

- Problématique des SIG
- Intégration des données géographiques
- Traitement Représentation cartographiques sous QGIS : notion de carte, sémologie graphique analyse et représentation sur la carte, habillage et exportation

RESPONSABLES PEDAGOGIQUES

- M. Passouant, P. Morant (Cirad), P. Sanou (Isestel) et M. Soumaré (Université Bamako) géomaticiens.

Annexe 5 : Listes des personnes formées dans les modules RIDGIS

LISTE DES PARTICIPANTS A LA FORMATION BASE DE DONNEES ET CARTOGRAPHIE BAMAKO 2010
HOTEL RABELAIS DU 22 NOVEMBRE AU 04 DECEMBRE

Num	Nom	Prénom	Organisme	Adresse électronique	Tel
1	COULIBALY	Baba	UB/FLASH	babacoulibalyish@yahoo.fr	76 45 55 76
2	DEMBELE	Ousmane	ONG AMEDD	ousmemi@yahoo.fr	76 14 71 50
3	DEMBELE	Gilbert	ONG AMEDD	gildembele@yahoo.fr	79 35 59 44
4	DEMBELE	Souleymane	IER-SIG	soulbn@yahoo.fr	76 08 13 31
5	DEMBELE	Sidi	IER-SIG	sidi_dembele@yahoo.fr	76 05 54 11
6	DIARRA	Souleymane	CMDT-Ouest	souleymanediarra48a@yahoo.fr	69 07 86 74
7	DIWARA	Morikè	IER-SIG	dmorike@yahoo.fr	66 17 90 95/ 79 20 45 62
8	KONTAO	Amadou	YIRIWA SA	kontao@yiriwa.com	66 98 54 45
9	KOUMARE	Adama	CMDT-Centre	diabdama@yahoo.fr	66 66 05 20/ 76 16 80 75
10	N'DIAYE	Baba Faradj	UB/FLASH	baba_faradi@yahoo.fr	76 46 09 83
11	NZIENGUI KASSA	Sam	ONG Brainforest	samirnziengui@gmail.com	+ 241 07 53 47 15
12	PASOUANT	Michel	CIRAD-Formateur	michel.passouant@cirad.fr	+33 4 67 59 38 36
13	RAGOUNANDEA	Appolinaire Guédiba	VSF_CICDA	a.ragounandea@avsf.org	76 90 69 52
14	SANOGO	Noufou	SNV	nfsanogo@yahoo.fr	66 79 59 58
15	SANOGO	Daouda	CMDT-Nors-Est	sanogodaouda80@yahoo.fr	76 11 56 22
16	SISSOKO	Mamadou	UB/FLASH	sissokomamadou39@yahoo.fr	76 30 38 74
17	SOUMARE	Mamy	IER-Formateur	soumare_mamy@hotmail.com	66 79 40 45
18	TRAORE	Souleymane S.	IER-SIG	sstraore@yahoo.fr	66876431
19	TRAORE	Daouda	CMDT-SUD	traoredaouda2021@yahoo.fr	76 16 61 27

« Bases de données et cartographie pour le développement rural » à Bamako du lundi 19 au 31 mars 2012

Num.	Nom	Prénom	Organisme	MAIL	Tel.
1	SALOU	Ousseïsi Maïga	Direction de la statistique, Ministère de l'élevage	Salou_mai2q2000@yahoo.fr	() 90 07 50 99
2	COULIBALY	Ysidore Sanmizou	I SESTEL	Isid_couly@yahoo.fr	00226 70 05 15 92
3	SANOU	D. O. Armel	I SESTEL	sa.armel@live.fr	00226 73 94 57 27
4	SANHAMA	Robert	CI LSS	rsanhana@yahoo.fr	0022670 26 04 04
5	TRAORE	Moussa Fodé	Consultant	Moussafode2006@yahoo.fr	00223 66 68 75 32
6	TEKETE	Mohamed	I ER	Molate111@yahoo.fr	00223 66 85 13 74
7	SISSOKO	Salifou	I ER	salifoube@yahoo.fr	00223 66 61 50 07
8	DIAKITE	Amadou	GRDR	Ah.diakite@yahoo.fr	00223 76 43 50 06
9	HOURT	Amandine	CI RAD	a.hourt@gmail.com	00223 74 10 64 31
10	DIAWARA	Moriké	I ER	dmorike@yahoo.fr	00223 79 20 45 62 / 66 17 90 95
11	TRAORE	Alou	I ER	Alou_48@yahoo.fr	00223 79 16 41 32 / 69 16 41 32
12	SAKO	Aïchata Founé	I CRI SAT	a.sacko@cgjar.org	00223 79 31 28 16
13	DIAKITE	Cheick Hamalah	I ER	chaikhamallafr@yahoo.fr	00223 76 36 54 84
14	TONDE	Ibrahim	I SESTEL	tondeib@yahoo.fr	00226 71 00 51 43
15	SOUMARE	Mamy	I ER	Soumare_mamy@hotmail.com	
16	SANOU	Patrice	Réseau Compétence		

« Bases de données et cartographie pour le développement rural » à Ouagadougou du 19 novembre au 1er décembre 2012

Bénin	ZINSOU Jacques	Responsable Fonction Statistique AIC Benin	zinsoujacques@yahoo.fr + 229 97 64 35 75/+ 229 95 01 14 08
Burkina	TRAORE Adama	(AIC-B)/ SOFITEX Chef de service Suivi et Evaluation Bobo-Dioulasso	adamat01@yahoo.fr +226 76 09 54 40
Burkina	OUOBA Motéma	FASO COTON	motema.ouoba@faso-coton.bf +226 70 58 05 99
Burkina	SINOI Idrissa	Chef de Service/ Suivi Évaluation UNPCB/AICB	idisinoi@yahoo.fr +226 70 27 80 07
Côte d'Ivoire	GBEGBE Fihox Laurent	Chargé de la communication et des tatistiques) INTERCOTON	fihoxgbegbe@yahoo.fr / intercot@aviso.ci +225 06 02 01 70
Mali	TANGARA Bina	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT)	bina@cmdt.ml / bina.tangara@yahoo.fr +223 76 02 88 98
Mali	Amadou FOFANA	Unité Statistique de la Cellule de Planification et de Statistique Secteur Développement Rural.	amadoufof@hotmail.com +223 76 32 28 53
Niger	Aboubacar Mamadou KOURNA	Direction Générale de l'Direction Générale de l'Agriculture Niamey-Niger	mkourna_aboubacar@yahoo.fr +227 96 28 70 70
Sénégal	Alfousseynou COLY	SODEFITEX (Géographe, cellule de suivi, S.I.G.)	alfousseynou.coly@sodefitec.sn +221 77 65 67 302
Sénégal	IbrahimaSEYDI	SODEFITEX (Gestion des bases de données)	ibrahima.seydi@sodifitec.sn +221 77 56 40 839
Togo	WAGBE Yombila Lantame	Chef de Service Suivi Opérationnel à la NSCT	wagbegregoire@yahoo.fr +228 90 01 67 98/+228 24 40 01 53
UEMOA	Charles NOUATIN	Chargé de l'Agriculture au DDRE	cnouatin@uemoa.int +226 70 88 86
UEMOA	Mora DANDAGUI	Chargé Communication Agenda COTON DDE	mdandagui@uemoa.int +226 77 38 29 80
UEMOA	Bakary SACKO	Statisticien en Chef Centre Statistique	bsacko@uemoa.int
UEMOA	Seyni HAMADOU	Chargé de l'Agriculture DASA/DDRE/UEMOA	shamadou@uemoa.int hseyni@yahoo.com
Mali	COULIBALY Aguibou	INSAH	aguibou@insah.org +223 66 72 06 21
Burkina Faso	BASTIN /DA Evelyne	SOS Sahel International	evelyne.bastin@sossahel.org +226 70 85 29 49
Bénin	AYENI Georges	PACER Benin	Adeboi23@yahoo.fr +229 97 01 45 01
Burkina	ZEBA Ismaël Francis	IAMGOLD BF	izeba2002@yahoo.fr +226 70 17 55 09
Bénin	SOUNON Théophile	PACER Benin	sabibere@yahoo.fr +229 94 46 57 67/+229 97 18 67 04

« Outils d'aide à la décision » à Ouagadougou du 3 au 7 décembre 2012

Côte d'Ivoire	Silue KASSOUM	Interprofession de de filière coton de Côte d'Ivoire	silkassoum@yahoo.fr
Guinée-Bissau	Mamadi INDJAI	Directeur Régional de l'Agriculture de Bafata	aga.algadao@yahoo.fr
Guinée-Bissau	Cherine Mamadou BALDE	Secrétaire exécutif AGA	aga.algadao@yahoo.fr
Sénégal	Magnang NIANG	Directeur de la Production SODEFITEX	Tél : +221 338 89 79 50 / +221 76 529 21 01
Togo	Jean Gérard DESANTI	Directeur Commercial de la NSTC	nsct_celcom@yahoo.fr 22 22 49 53/90 04 64 24
Bénin	ZINSOU Jacques	Responsable Fonction Statistique AIC Benin	zinsoujacques@yahoo.fr + 229 97 64 35 75/+ 229 95 01 14 08
Burkina	TRAORE Adama	(AIC-B)/ SOFITEX Chef de service Suivi et Evaluation Bobo-Dioulasso	adamat01@yahoo.fr +226 76 09 54 40
Burkina	OUOBA Motéma	FASO COTON	motema.ouoba@faso-coton.bf +226 70 58 05 99
Burkina	SINOUE Idrissa	Chef de Service/ Suivi Évaluation UNPCB/AICB	idisinou@yahoo.fr +226 70 27 80 07
Côte d'Ivoire	GBEGBE Fihox Laurent	Chargé de la communication et des tatistiques) INTERCOTON	fihoxgbegbe@yahoo.fr / intercot@aviso.ci +225 06 02 01 70
Mali	TANGARA Bina	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT)	bina@cmdt.ml / bina.tangara@yahoo.fr +223 76 02 88 98
Mali	Amadou FOFANA	Cellule de Planification et de Statistique Secteur Développement Rural.	amadoufof@hotmail.com +223 76 32 28 53
Niger	Aboubacar Mamadou KOURNA	Direction Générale de l'Agriculture Niamey-Niger	mkourna_aboubacar@yahoo.fr +227 96 28 70 70
Sénégal	Alfousseynou COLY	SODEFITEX (Géographe, cellule de suivi, S.I.G.)	alfousseynou.coly@sodefitex.sn +221 77 65 67 302
Sénégal	IbrahimaSEYDI	SODEFITEX (Gestion des bases de données)	ibrahima.seydi@sodifitex.sn +221 77 56 40 839
Togo	WAGBE Yombila Lantame	Chef de Service Suivi Opérationnel à la NSCT	wagbegregoire@yahoo.fr +228 90 01 67 98/+228 24 40 01 53
UEMOA	Charles NOUATIN	Chargé de l'Agriculture au DDRE	cnouatin@uemoa.int +226 70 88 86
UEMOA	Mora DANDAGUI	Chargé Communication Agenda COTON DDE	mdandagui@uemoa.int +226 77 38 29 80
UEMOA	Bakary SACKO	Statisticien en Chef Centre Statistique	bsacko@uemoa.int
UEMOA	Seyni HAMADOU	Chargé de l'Agriculture DASA/DDRE/UEMOA	shamadou@uemoa.int hseyni@yahoo.com